



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE

de la décision de la Commission modifiant la décision de la Commission C(2018)7644 relative au financement du programme d'action annuel 2018, partie 3, en faveur de la région d'Afrique orientale et australe et l'Océan Indien à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

Document relatif à l'action pour le « Programme d'appui au développement des exportations et à l'intégration régionale (PADEIR) »

1) Le point 6 « modalité de mise en œuvre » du tableau en première page est modifié comme suit :

«

6. Modalité(s) d'aide et modalité(s) de mise en œuvre	Gestion indirecte avec : <ul style="list-style-type: none">- Gouvernement de la République de Madagascar- Agence française de développement- Expertise France
--	---

»

RESUME

Inchangé

1. CONTEXTE

Inchangé.

2. RISQUES ET HYPOTHESES

Inchangé.

3. ENSEIGNEMENTS TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTIONS TRANSVERSALES

Inchangé.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION

4.1 Objectifs/résultats

Inchangé.

4.2 Principales activités

4.2.1 Activités pour atteindre le produit 1

Inchangé.

4.2.2 Activités pour atteindre le produit 2

Inchangé.

4.2.3 Activités pour atteindre le produit 3

Inchangé.

4.3 Logique d'intervention

2) *Ce point est remplacé comme suit:*

« Ce programme vise à aider Madagascar à tirer le meilleur profit des opportunités offertes par l'APE et adaptant la logique d'intervention définie par la stratégie globale de l'UE en matière d'aide au commerce (climat des investissements/libre échange/compétitivité) à la réalité malgache et aux ressources disponibles. Dans cet ordre d'idées, le renforcement de la capacité des acteurs institutionnels en charge du pilotage et de la mise en œuvre de la politique de promotion des exportations, qui sont particulièrement faibles voire inexistantes à Madagascar, fait l'objet d'un **produit 1**.

Les réformes de l'environnement des affaires et du climat des investissements, à l'heure actuelle couvertes par PROCOM, ne sont pas reprises telles quelles et directement visées dans PADEIR, notamment en raison du nombre élevé d'initiatives des PTF déjà existantes. En revanche, la facilitation du commerce et la suppression des entraves au commerce international, que ce soit pour des questions de normes de qualité, sanitaires ou phytosanitaires ou de procédures de dédouanement, sont couvertes par ce programme et font l'objet d'un **produit 2**. Ces actions participent également à la mise en œuvre du 3^e pilier du PIE.

Enfin, la compétitivité des entreprises et leur capacité à exporter, **produit 3**, seront appuyées en privilégiant certaines chaînes de valeur identifiées pour Madagascar et qui ne bénéficient pour l'instant d'aucun appui de l'UE : textile, tourisme et NTIC/e-commerce.

Ces trois produits devraient permettre de tirer les exportations malgaches vers le haut, notamment à destination de l'UE et des marchés régionaux qui offrent un accès privilégié et permettent une intégration régionale (**objectif spécifique**).

L'augmentation escomptée des exportations devrait contribuer à l'augmentation du taux de croissance économique de Madagascar sur des bases inclusives et durables. Elle aura par ailleurs un effet d'entraînement sur la compétitivité de certaines filières sur le marché intérieur, en particulier celles priorisées par ce programme (**objectif global**).

En termes de **mise en œuvre**, autant que possible, la coopération déléguée, en l'occurrence avec l'AFD via une délégation de fonds à Expertise France pour l'APEX (P.1) et le FMFP (P3), a été privilégiée afin d'améliorer l'efficacité de notre appui et pallier l'absence de partenaires de mise en œuvre solides au niveau pays. Pour les autres activités, le PADEIR aura recours, selon le type de besoins, à un contrat d'assistance technique chapeautant l'ensemble des résultats, et permettant de recourir rapidement à une expertise internationale, et un devis-programme permettant de couvrir des besoins plus spécifiques pour les 3 résultats et surtout d'appuyer les entreprises exportatrices par le biais de subventions aux organisations intermédiaires du secteur privé (P.3). »

5. MISE EN ŒUVRE

5.1 Convention de financement

Inchangé.

5.2 Période indicative de mise en œuvre

Inchangé.

5.3 Mise en œuvre de la composante appui budgétaire

Inchangé.

5.4 Modalités de mise en œuvre pour une action en modalité projet

5.4.1 Gestion indirecte avec une agence d'un État membre de l'UE

3) *Ce point est modifié comme suit :*

« Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence Française de Développement (AFD). Cette gestion indirecte concerne les actions liées à la mise en place de l'APEX et à la formation professionnelle, correspondants aux activités 3.1. L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : ces thèmes sont au cœur des activités de la coopération française à Madagascar et la formation professionnelle est un secteur de concentration des interventions de l'AFD.

L'AFD appuie (6 000 000 EUR) la constitution du FMFP, alimenté par une cotisation obligatoire versée par les entreprises (1% de leur masse salariale) complétée par des ressources additionnelles provenant essentiellement de l'AFD. Le Fonds est géré de manière autonome et partenariale dans le cadre d'une association reconnue d'utilité publique (ARUP). L'appui du PADEIR (2M€) s'inscrira dans le mandat du FMFP.

L'AFD conclura avec le FMFP un accord via lequel l'entité se verra confier la maîtrise d'ouvrage des activités, conformément aux procédures internes de l'AFD. »

5.4.2 Gestion indirecte avec le pays partenaire

4) *Ce point est renommé comme suit : « 5.4.3 Gestion indirecte avec le pays partenaire »*

5) *La section suivante est ajoutée :*

«

5.4.2 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

Une partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec Expertise France. Cette mise en œuvre concerne les actions liées à la mise en place de l'APEX, correspondants à l'activité 1.2.

Il a été convenu qu'Expertise France assurerait l'instruction du projet d'appui à l'APEX, ainsi que sa mise en œuvre.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : Expertise France dispose d'une connaissance approfondie du climat des affaires à Madagascar. Le montage ainsi proposé vise à mobiliser l'institution la mieux placée afin d'atteindre les objectifs fixés, grâce à une coopération efficace entre les deux agences françaises de financement et de mise en œuvre de projets de développement. Nous pourrions sur ces bases envisager une opérationnalisation rapide de l'APEX, conformément aux souhaits exprimés par la ministre en charge du Commerce, le maître d'œuvre.

Expertise France conclura directement un autre accord de contribution avec la Commission Européenne qui se verra également confier la maîtrise d'ouvrage des activités de l'APEX (appui à son opérationnalisation) afin notamment d'éviter un empilement des frais de gestion que causerait une délégation des fonds à l'AFD. »

5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

Inchangé.

5.6 Budget indicatif

6) Le tableau est modifié comme suit :

«

Modalités	Contribution UE (montant en EUR)
5.4.1. – Gestion indirecte avec l’AFD pour activités 3.1	2 000 000
5.4.2 - Gestion indirecte avec Expertise France pour activités 1.2	1 500 000
5.4.3- Gestion indirecte avec la République de Madagascar (activités 1.1, 2.1, t2.1, 2.2 et 3.2) dont (montants indicatifs)	5 300 000
<i>Assistance technique (gestion du DP, coordination générale et activités 1.1, 2.1, t2.1, 2.2 et 3.2)</i>	2 200 000
<i>Dont pour les activités de communication et visibilité</i>	100 000
Devis programmes (activités 1.1, 2.1, 2.1, 2.2 et 3.2)	3 100 000
5.9 – Évaluation et 5.10- Audit	300 000
Provision pour imprévus	900 000
TOTAL	10 000 000

»

5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Inchangé.

5.8 Suivi des résultats et rapports

Inchangé.

5.9 Évaluation

Inchangé.

5.10 Audit

Inchangé.

5.11 Communication et visibilité

Inchangé.